L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 SEPTEMBRE 1872. 44me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 19 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co, Nos 61 et 63 de la rue de la Douane—Vente à crédit de deux cents balles de marchandises sèches, aussi 500 lots de marchandises étrangères et 25 pièces soieries noires et popelines, etc

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan aux Nos 45 et 47 de la rue Vieille-Levée — Vente sans réserve de 600 caisses bottes, souliers, prodequina et 75 balles comptoirs connus.

Par R. M. Montgomery, à sa salle d'encan 87 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Par D. E. Morphy, au No 67, rue des Magasins —Ferblanterie, savon.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 39, rue de Chartres — Linge d'automne et d'hiver, lingerie de messieurs.

Ferblanterie ! Ferblanterie ! — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Savon ! Savon ! — Voyez l'annonce de M. D. E. Morphy.

☞ L'attention des acheteurs de la ville et de la campagne est appelée sur la vente à crédit et sans réserve qui sera faite aujourd'hui, par Vincent & Co., à 10 heures du matin, rue de la Douane, 61 et 63. Les conditions seront annoncées au moment de la vente.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on en désire l'insertion dans l'Abeille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonne

Les Candidatures.

Il y a 60 places à distribuer dans la paroisse d'Orléans, pour l'élection de novembre, et l'on assure qu'il y a déjà 800 candidats. On voit figurer parmi ces candidats quantité de citoyens, jeunes ou vieux, qui ne sont pas d'anciens politiciens, mais qui viennent, eux aussi, tenter leurs chances pour se faire choisir par les Conventions. Cette multiplicité des chercheurs d'emplois est un des indices les plus alarmants de notre situation commerciale. Elle prouve qu'il y a un nombre considérable de gens qui, faute d'avoir trouvé du travail, en sont rédnits, comme dernière extrémité, à briguer les places électives. Nous n'avons pas le courage de leur en faire un crime. La plupart ont dû frapper à toutes les portes pour obtenir de l'emploi, et ils se présentent aujourd'hui à la porte du peuple qui se trouve dispensateur d'un certain nombre de places.

Les causes d'un état de choses qui produit de pareils résultats, ont été assez souvent indiquées par nous sans qu'il soit nécessaire de les rappeler. C'est simplement un des nouveaux aspects de la misère et de la gêne générale qui se présente à nous. Nous ne faisons que le constater pour expliquer cette abondance anormale de candidats.

Dans le nombre de ceux qui se présentent, il en est probablement beaucoup dont la situation est digne d'intérêt, et le succès est peut-être une question d'existence pour certains d'entr'eux et pour leurs familles. Mais c'est là une considération qui ne devrait pas entrer en ligne de compte dans les choix à faire par une convention qui aurait conscience de l'importance de son mandat. Il ne faut pas, par complaisance pour telle ou telle situation individuelle, oublier la situation générale de l'Etat. C'est tout un peuple qui attend de la législature et de l'administration à choisir, un soulagement à ses maux et à ses mi-ères.

Les législateurs, les administrateurs municipaux, les juges, les fonctionnaires de tous les ordres doivent être choisis eu égard, non au besoin plus ou moins urgent qu'ils ont de la place, mais à leurs capacité-, à leur intelligence, aux garanties qu'offrent leurs antécédents pour le fidèle accomplissement du mandat qui leur sera confié.

Malheureusement, il y a toujours une grande différence entre ce qui devrait être et ce qui est. Les citoyens ne comprennent pas toujours qu'en prenant à cœur l'intérêt général, ils adoptent le meilleur moyen de sauvegarder leurs intérêts particuliers.

Il est bien peu d'électeurs n'ayant pas d'intérêt particulier dans les candidatures, qui se donnent la peine d'assister aux élections des délégués à la Convention qui aura pour mission de faire les choix : et, le plus souvent, ceux qui se font nommer délégués ont en vue le triomphe, soit de leur propre candidature, soit de celle d'un parent ou d'un ami. Et, quand il y a un chiffre extraordinaire d'aspirants, comme c'est le cas actuellement, on comprend à quelles brigues, à quelles intrigues donnent lieu les choix à faire.

Dans le cas particulier de nos nominations de paroisse, il y avait un autre problème à résoudre, celui d'une entente entre les divers partis qui ont déjà adopté une liste de fusion pour l'Etat. Des comités de conférences nommés par les trois comtés de paroisse, démocrate, réformiste et libéral, après de longues négociations, dont nous donnons ailleurs l'analyse, n'ont pu parvenir à s'entendre, et tout est encore en question. Les libéraux ont été assurément trop exigeants et nous croyons que les conditions offertes par les démocrates et les réformistes étaient très acceptables, mais nous n'en pensons pas moins que ce débat a quelque chose d'affligeant ; il ressemble plus à une lutte pour les dépouilles qu'à une campagne dans l'intérêt des réformes.

On nous a adressé plusieurs suggestions relativement au mode à employer pour arriver à une entente, et on nous a demandé de dire nous-même ce que nous pensons à ce sujet. Nous sommes assez embarrassé d'exprimer une opinion parce que nous avons lieu de douter de l'efficacité de tous les procédés. Pour ce qui nous concerne, nous ne donnons pas dispositions à accepter une fusion qui nous donnerait des législateurs, des administrateurs et des juges qui ne nous offriraient pas les plus entières garanties; autrement ce serait un marché de dupes que feraient là les démocrates-réformistes. Nous désirons qu'on s'entende mais qu'on s'entende pour nommer des candidats capables et intègres.

Les démocrates et les réformistes ont jusqu'ici manqué d'accord, et il nous semble qu'ils pourraient réunir une seule et même convention, en prenant toutes les précautions voulues pour qu'elle fût bien composée, c'est-à-dire en exigeant que les délégués ne soient ni candidats, ni parents de candidats. Si cette convention faisait des nominations réellement irréprochables, elle assurerait facilement les libéraux à une fusion au moyen de concessions qu'ils concilieraient avec le but poursuivi par tous les bons citoyens.

LE PICAYUNE.—Nous apprenons que le Conseil de Direction de la Compagnie qui publie le *Picayune*, vient de confier la direction du journal à M. Robert Barnwell Rhett, ancien propriétaire et rédacteur en chef du *Mercury*, de Charleston. M. Rhett est le fils de l'ancien sénateur des Etats-Unis. C'est un homme distingué, d'une grande fermeté de caractere et qui saura maintenir, dans une ligne bien déterminée, le journal à la tête duquel il vient d'être placé. Nous avons aussi la satisfaction d'apprendre que le *Picayune* ne perdra pas les services de M. D. C. Jenkins, écrivain éminent et sincère et qui est un des meilleurs soutiens que puisse avoir la cause de la réforme.

Notre Feuilleton.

Nous commençons aujourd'hui *Le Gouffre*, d'Elie Berthet, et nous commencerons demain la publication d'un roman posthume de Gontran Borys, fort amusant et ayant pour titre *Piastia*.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 163 rue du Canal, chez M. S. Hostetter.

Revue des Journaux.

Le scandale du "Crédit mobilier" dont nous avons déjà donné tous les détails, occupe l'attention du *Picayune*. Notre confrère hésitait à croire aux faits révélés, mais aujourd'hui qu'ils sont avérés par le silence des coupables, il voit là l'explication de l'acharnement avec lequel Boutwell et les autres travaillent à se maintenir au pouvoir, pour couvrir les infamies qui ont déshonoré le gouvernement central à Washington.

Le *Times* est un maladroit ami ; il demande qu'on rende justice au gouverneur Warmoth en même temps qu'à l'auditeur Graham ; il a évidemment oublié la position respective de ces deux fonctionnaires au mois de janvier dernier et l'origine de la loi passée à la dernière session et qui lie complètement les mains de l'auditeur. Il vaut mieux laisser le passé dans l'oubli et nous occuper de l'avenir.

Le *Times* ne trouve qu'un moyen pour arriver à l'achèvement du chemin de Shreveport, c'est de donner à la compagnie le surplus des dix millions de Bons qui lui ont été alloués. C'est raide. La compagnie vient encore de changer de direction et nous pensons qu'il y a lieu de soumettre à un examen sérieux toute cette affaire avant de faire de nouveaux sacrifices qui pourraient être encore inutiles.

Le *Times* demande de nouveau qu'on élise une seule et unique Convention fusioniste qui soit chargée d'élire les candidats de la paroisse d'Orléans.

Le *Republican* parle de réformes d'une façon tellement confuse qu'il nous est impossible de comprendre où il veut en venir. Il s'occupe de la brochure de M. Shaw, l'administrateur des comptes publics et de divers autres sujets. Rien de particulier à signaler dans ses articles.

Le *National Republican* voit dans l'élection du Maine le Waterloo de Greeley ; la comparaison est peu juste : pour arriver à un Waterloo il faudra que Greeley passe par de nombreuses victoires. Si Grant est battu en novembre, comme nous l'espérons, alors on pourra dire que c'est son Waterloo.

MORT DE C. O. DUGUÉ.

Un estimable poète et littérateur louisianais, M. C. O. Dugué, vient de mourir à Paris, le 27 août dernier. Miné depuis plusieurs années par une maladie de poitrine, mais ignorant la gravité de son état, il était parti pour la France afin de chercher dans un changement d'air une amélioration à sa santé, et peut-être aussi avec le secret espoir de trouver un éditeur qui consentirait à se charger de publier son dernier ouvrage "Homo", poème humanitaire dont il avait lu des fragments, il y a quelques mois, devant une réunion d'amis. Le bon et digne poète est allé, dans un monde que tous nous plaisons à croire meilleur, chercher la solution des problèmes qui ont jusqu'ici mis en défaut tous les remueurs d'idées et tous les faiseurs d'utopies.

M. C. O. Dugué ne laisse que de bons souvenirs à tous ceux qui l'ont connu en Louisiane. Il était respectable, honnête, affable et sincère, et son utopie était de celles qui ne peuvent porter ombrage à personne, car il ne cherchait que la conciliation et l'harmonie par la persuasion.

Après avoir rempli, comme son père, les fonctions de juge de district, M. Dugué avait quitté le barreau pour embrasser la carrière de l'enseignement. Il a été principal du collége Jefferson, dans la paroisse St. Jacques, et ensuite professeur à l'Ecole supérieure normale de la Nouvelle-Orléans.

M. Dugué a publié d'assez nombreuses poésies, soit dans la presse orléanaise, soit dans des recueils, et il a souvent contribué à élucider les questions relatives à l'enseignement par des articles marqués au cachet de l'expérience et du bon sens.

UNE LETTRE DE CHASE.—Le *Cleveland Plaindealer* du 10 septembre publie la lettre suivante adressée à une personne de Cleveland :

Northwood, New Hampshire, 28 août.

Mon Cher Monsieur—J'ai reçu la lettre par laquelle vous m'exprimez votre désir et celui de vos amis de connaître, en manière de voir sur les devoire publics dans la prochaine élection présidentielle. Ma réponse sera courte. Je ne fais aucun secret de ma conviction que les plus grands intérêts de notre pays requièrent l'élection de M. Greeley, pas plus que mon intention de voter pour lui. En même temps je reconnais cordialement que nous sommes redevables au général Grant pour ses services pendant la guerre et pour une bonne part de son administration comme président. Mes remerciements sont dûs et offerts avec reconnaissance à ceux de mes concitoyens qui ont éprouvé et qui éprouvent les sentiments que vous exprimez. Ma santé a été et est trop précaire pour me permettre le désir d'une nomination. Tout ce qu'on pouvait espérer de moi et plus encore peut être attendu de M. Greeley.

Votre etc,

S. P. CHASE,
à M. E. A. Schellentrager.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette. Elle se vend au No. 163, de la rue du Canal.

☞ Le Newfoundland Bitter a fait rondement son chemin ; il est dans toutes les familles et dans toutes les barres, et tous les jours on apprécie plus largement ses vertus apéritives, stomachiques et toniques. C'est qu'en effet, cette préparation n'a rien de commun avec tant de drogues banales qui " vivent ce que vivent les roses, l'espace d'un matin." Le Newfoundland Bitter est une boisson saine, hygiénique excitant vivement l'appétit, facilitant les digestions, faisant cesser entièrement les douleurs d'estomac et animant les forces de la nutrition. Il rétablit rapidement les fonctions de l'estomac, du foie et des intestins troublées par les maladies, par l'abus funeste des boissons alcooliques et par cette excessive chaleur qui affaiblit, en provoquant une abondante transpiration, les organismes les plus solides. C'est la boisson par excellence des pays chauds, des villes et surtout des campagnes.

Le Newfoundland Bitter relève et soutient toujours les fonctions digestives, il ne provoque jamais cette excitation morbide des boissons alcooliques, enrichit le sang et modère la transpiration. A ce triple point de vue nous ne saurions trop en recommander l'usage à ceux qui ont souci de leur santé.

Par son goût agréable et par ses vertus toniques hautement appréciés par les médecins, il se recommande aux dames et aux enfants d'une santé délicate, sans appétit et ayant une nutrition languissante. Nous ne croyons pas d'ailleurs mieux faire que de transcrire [illegible] correspondance de HONFLEUR.

Une jeune dame de Honfleur, mère de plusieurs enfants, souffrait horriblement de l'estomac après avoir mangé, elle avait un poids dans la région épigastrique et son ventre gonflait après les repas, au point qu'elle ne pouvait supporter ni corset ni robe serrée à la taille. Elle éprouvait continuellement des douleurs dans les reins et, sans être malade à garder le lit, elle ne se portait jamais bien. Elle avait des maux de nerfs et un profond dégoût de la vie. Elle avait pris du fer, du quinquina sans pouvoir améliorer sa triste position. Comme on lui vantait les vertus toniques et apéritives du Newfoundland Bitter, elle en prit régulièrement pendant quinze jours et fut guérie.

— On dit que M. Thiers qui, pendant fort longtemps n'avait vu qu'avec une sorte de regret l'intervention de l'affaire Bazaine, approuve [illegible] pleinement. Seulement, il [illegible] avec raison, que pour un procès de semblable nature, il faut un [illegible] complet des preuves [illegible] délais [illegible] la justice [illegible] précipitation [illegible] une [illegible] de discernement.

TEMPÉRATURE.— 18 septembre 1872. Thermomètre de C. Duhamel, opticien. Fahrenheit. Centigrade.

7 h. A. M.	80	26
2 h. P. M.	90	32

Comité de Conférence de Paroisse, Démocratique, Réformiste et Libéral.

Après une séance qui a duré plus de dix jours, le Comité de Conférence Démocratique de paroisse s'est ajourné *sine die*, lundi, le 16 courant, après avoir vainement essayé d'arriver à une solution satisfaisante des difficultés qui se présentaient relativement au choix des délégués à la Convention de Paroisse chargée de choisir les candidats officiels à dix emplois publics de la paroisse d'Orléans.

Voici les noms des membres des trois Comités de Conférence :

Comité Démocratique :

Horace E. Upton, président ; E. H. McCaleb ; J. J. Mellon ; Chas. Fitzenreiter ; J. Garidel.

Comité Réformiste :

W. C. Raymond, président ; Will. A. Forest ; Sam'l. Jamison, jr. ; P. Clancy ; T. O'Neil.

Comité Libéral :

Geo. G. Garner, président ; H. T. Hays ; P. Baron ; L. E. Lemarié ; J. R. Bagot ; E. Rivière, V. LeGras.

Plusieurs propositions ont été échangées de part et d'autre, mais sans résultat ; les libéraux s'obstinant à demander une représentation égale à celle des démocrates dans la prochaine Convention de paroisse. Voici la première communication envoyée par le Comité Exécutif Démocratique de paroisse au Comité libéral pour demander une conférence :

QUARTIER-GÉNÉRAL DU COMITÉ EXÉCUTIF DÉMOCRATIQUE DE LA PAROISSE D'ORLÉANS.

Nouvelle-Orléans, 5 septembre 1872.

Au Président et aux membres du Comité Exécutif libéral de paroisse :

Messieurs.—A une réunion de notre Comité, tenue le 3 septembre 1872, la résolution suivante a été adoptée :

Résolu qu'un comité de cinq soit nommé pour s'aboucher avec le Comité Exécutif de paroisse du parti Libéral et le Comité Exécutif de paroisse du parti de la Réforme au sujet du plus pratique à adopter pour régler d'une manière satisfaisante les affaires de paroisse et pour appeler une Convention etc. A cet effet, les messieurs dont les noms suivent ont été nommés membres d'un comité de conférence : Horace E. Upton, E. H. McCaleb, J. J. Mellon, Chas. Fitzenreiter et J. Garidel.

Notre comité est maintenant prêt à entrer en conférence ; et comme il est urgent pour nous d'agir immédiatement, nous demandons respectivement que votre comité se réunisse à sept heures et demie ce soir, afin de pouvoir communiquer avec notre comité de conférence et le comité de conférence du parti de la Réforme.

Votre très obéissant serviteur,

JOE GAUDIN,
Secrétaire du Comité de Conférence Démocratique.

Deux jours après, le Comité Exécutif de paroisse du parti libéral a adressé au Comité démocratique de paroisse et au Comité réformiste de paroisse, une communication pour dire que d'après une résolution adoptée par leur Comité Exécutif, un comité de conférence avait été nommé pour s'entendre avec les Démocrates, les Réformistes, et les Républicains libéraux, dits Républicains de Greeley et Brown ; mais comme ces derniers n'étaient pas mentionnés dans la lettre du Comité démocratique, le Comité de Conférence du parti libéral désirait savoir s'ils étaient exclus des délibérations.

Le Comité démocratique a fait alors la proposition suivante :

Que les délégués à la convention de paroisse, se seront élus vers la fin du mois de septembre, sous la direction des comités de paroisse démocratique, réformiste et libéral, et les candidats aux différents emplois publics que choisiront ces délégués, seront unanimement ratifiés par tous les votants démocrates réformistes et libéraux.

Cette proposition a été rejetée par les comités de conférence réformiste et libéral.

Le comité de conférence du parti libéral a proposé alors au comité de conférence démocratique de diviser comme suit les différents emplois de la paroisse d'Orléans.

Les Juges de District seront choisis par un comité de dix avocats dont cinq seront nommés par les démocrates et cinq par les libéraux.

Le Shérif des Cours Civiles et l'Avocat de District par le parti des démocrates.

Shérif Criminel—Libéral.

Coroners.

Deuxième et Troisième District — Démocrate.

Premier, Quatrième, Cinquième et Sixième District — Libéral.

Greffiers de Cour.

Premier, Deuxième, Cinquième et Sixième District — Démocrates.

Troisième, Quatrième, Septième et Huitième District—Libéraux.

Juges de Paix et Constables.

Premier, Troisième, Cinquième et Septième District—Démocrates.

Second, Quatrième et Sixième Districts—Libéraux.

Officiers de la Ville.

Maire, Administrateurs de Finance, d'Assessements et de Commerce—Démocrates.

Administrateurs des Améliorations, des Comptes, des Water Works, de la Police—Libéraux.

Sénateurs d'Etat.

Premier District, paroisse d'Orléans—Libéral.

Second District, paroisse d'Orléans—Libéral.

Troisième District, paroisse d'Orléans et St. Bernard—Démocrate.

Quatrième District, paroisse d'Orléans—Démocrate.

Représentants.

Premier District—Un Démocrate et un Libéral.

Second District—Deux Démocrates et un Libéral.

Troisième District—Deux Démocrates et deux Libéraux.

Quatrième District—Un Démocrate et un Libéral.

Cinquième District—Un Démocrate et un Libéral.

Sixième District—Un Libéral.

Septième District—Un Démocrate et un Libéral.

Huitième District—Un Libéral.

Neuvième District—Un Démocrate et un Libéral.

Dixième et Onzième Districts—Deux Démocrates et un Libéral.

Douzième, Treizième et Quatorzième Districts—Un Démocrate et un Libéral.

Quinzième District—Un Démocrate.

Cet arrangement qui comprend la part du lion aux libéraux, a été rejeté à l'unanimité par le comité de conférence démocratique.

Plusieurs autres propositions ont été faites ensuite de part et d'autre sans succès.

Le comité de conférence du parti libéral a soumis aux comités de conférence démocratique et réformiste la liste suivante des délégués qui devront être nommés par les différents partis conservateurs de la paroisse d'Orléans :

Wards.	Dél.	Dém.	Lib.	Ref.	Greeley & Brown
1	8	3	3	1	1
2	8	3	3	1	1
3	12	5	5	1	1
4	6	2	3	1	1
5	8	3	3	1	1
6	8	3	3	1	1
7	6	2	3	1	1
8	6	2	3	1	1
9	6	2	3	1	1
10	6	2	3	1	1
11	8	3	3	1	1
12	4	1	2	1	1
13	4	1	2	1	1
14	4	1	2	1	1
15	4	1	2	1	1
	97	36	52	15	15

La proposition du comité libéral a été rejetée.

Le Comité de Conférence Démocratique a proposé à son tour l'arrangement suivant :

Les délégués seront nommés par les trois partis, comme suit :

Wards.	Délégués.	Dém's.	Libéral.	Réform.
1.....	8	4	3	1
2.....	8	4	3	1
3.....	12	6	5	1
4.....	6	2	3	1
5.....	8	3	3	2
6.....	8	3	3	2
7.....	6	2	3	1
8.....	6	3	2	1
9.....	6	3	2	1
10.....	6	3	2	1
11.....	8	4	3	1
12.....	4	1	2	1
13.....	4	1	2	1
14.....	4	1	2	1
15.....	4	1	2	1
	91	45	43	15

Les comités réformiste et libéral ont rejeté cette proposition.

Après [illegible] du comité démocratique et libéral se sont réunis dans la salle [illegible] du Comité Exécutif Démocratique de la Paroisse, afin de discuter plus librement les bases d'une fusion honorable. Jusqu'ici nos [illegible] organisations pour ce qui concerne le choix des délégués à la Convention de paroisse ; mais aucune [illegible] définie n'avait été [illegible] jusqu'à ce que le comité démocratique [illegible] de M. Howard McCaleb, les membres des deux comités se sont séparés sans pouvoir s'entendre.

Le comité de Conférence du parti de la réforme a proposé alors comme un dernier effort tendant à la fusion de tous les partis conservateurs de la paroisse d'Orléans, de limiter comme suit le nombre des délégués qui devront être nommés à la Convention de paroisse par chaque parti :

45 délégués seront choisis par les démocrates, 30 par les libéraux et 23 par les réformistes.

Le comité de Conférence démocratique a accepté cette proposition, et en a fait part au comité de Conférence libéral qui l'a rejetée.

Fatigué d'attendre et désespérant d'arriver jamais à une conclusion satisfaisante, le comité démocratique a adressé la communication suivante au comité libéral :

Quartier-général du Comité de Conférence démocratique de paroisse.

Nouvelle-Orléans, 16 septembre.

Au Colonel Cod. A. Sauvé, Président du Comité de Conférence de paroisse du parti libéral ;

Monsieur, — Notre comité constatant qu'il a épuisé tous les moyens honorables pour arriver à une conclusion satisfaisante ;

Que le comité libéral n'a voulu accepter aucun arrangement équitable et juste ;

Que les exigences du comité libéral sont exorbitantes et peu proportionnées à la force numérique de son parti ; il est, en conséquence,

Résolu que le comité de conférence démocratique de paroisse s'ajourne "sine die" sans plus attendre.

Le comité de conférence démocratique a fait alors part de cette dernière résolution au comité de conférence réformiste, en demandant à ce comité de lui adresser directement dorénavant ses propositions, puis il s'est ajourné "sine die".

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'automne arrive à grands pas. Qu'il soit le bienvenu avec ses journées tempérées et ses nuits fraîches ! Dieu sait que nous en avons besoin, après un été torride, après quatre mois d'ardeurs solaires et de température infernale. Ainsi qu'on aspire à la terre, après une longue traversée maritime, de même on aspire à l'automne de la Louisiane, après l'été de la Nouvelle-Orléans. En pendant il est convenu qu'un Sud il fait moins chaud qu'au Nord. Pauvres gens du Nord ! vous êtes bien à plaindre. Heureusement, vous avez l'hiver pour vous rattrapper. Vous avez des semaines entières à courir en traîneau sur la neige glacée, à grelotter le froid dans d'épaisses fourrures. C'est raide, il est vrai ; mais uniforme. Tandis qu'au Sud, tantôt on gèle, et tantôt on étouffe. Mais, bonnes gens, ce que vous n'estez et n'avez jamais c'est l'automne de la Louisiane ; à moins que vous ne fortaliez et ne réalisiez le bon propos de venir dans notre pays.

Le comité des cinquante et un, chargé de s'occuper des questions de chemin de fer, s'est réuni, mardi soir, dans la salle de la Chambre de commerce, sous la présidence de M. S. M. Kennedy. Le comité n'a pu arrêter aucune action définitive. Il attend le retour des négociateurs qu'il a envoyés à New-York. L'esprit dont sont animés les membres de cette organisation et le soin qu'ils donnent à l'intéressante question des chemins de fer permettent d'espérer le succès. Aussitôt que quelque mesure pratique aura été décidée par le comité, et que la question aura fait un pas en avant, nous en ferons part à nos lecteurs.

Les cercles politiques ont été mis en émoi, hier soir, par une nouvelle à sensation : Le gouverneur Warmoth et le lieutenant-gouverneur Pinchback absents de l'Etat, ont fait leur entrée dans leur bonne ville de la Nile-Orléans. Jusque-là rien de plus naturel ; on part, on revient, c'est tout simple. Mais le retour des deux voyageurs est bien autrement pittoresque.

Le gouverneur Warmoth était à New York ; le lieutenant-gouverneur Pinchback y était aussi. Tout à coup, Pinchback disparaît. Quel est donc ce mystère, pense M. Warmoth ! Il devine à moitié, s'informe et apprend le reste. Pinchback se dirigeait en toute hâte vers la Nouvelle-Orléans, dans le dessein de convoquer la Législature et de faire voter par ce corps respectable et vendu, deux ou trois bonnes lois dont le parti de la Douane aurait tiré bon parti à l'heure des élections.

Jusqu'à Canton, tout va bien. Pinchback dort dans le lit moelleux d'un sleeping car, fume des havanes et boit de l'eau glacée. A Canton, il éprouve le besoin de descendre une jambe à terre et il dîne aux environs de la gare.

Tandis qu'il rêve, en dînant, à ses petits projets, un inconnu l'aborde.

— Est-ce à M. Pinchback, lieutenant-gouverneur de la Louisiane, que j'ai l'honneur de parler.

— C'est moi-même. Couvrez-vous donc, je vous prie.

— Ne faites pas attention. Monsieur Pinchback, pourvuit l'inconnu, une dépêche à votre adresse vient d'arriver au bureau du télégraphe ; on l'employé qui l'a reçue a ordre de vous la remettre en mains propres. Il vous attend. Voudriez-vous prendre la peine de passer au bureau.

— Certainement.

Et nos hommes se dirigent vers la soi-disant station télégraphique.

Arrivé, il remet à M. Pinchback un pli cacheté. Il l'ouvre et en tire une feuille de papier blanc.

Pendant qu'il se demande ce que cela signifie, on ferme à double tour les portes ; et après avoir vainement tenté de les forcer, notre lieutenant-gouverneur se résout à sauter par la fenêtre.

Il court à toutes jambes, vers la gare ; mais au moment où il va y arriver le train part à toute vapeur.

Que faire ? Il n'y avait qu'un parti à prendre. Passer la nuit, et attendre le train du lendemain. C'est ce que fit Pinchback.

Le dit lendemain, comme il était à la gare, un train spécial y fit son entrée. Ce train portait le gouverneur Warmoth en route pour la Nouvelle-Orléans. Le gouverneur n'est montré bon prince ; il a fait une place à son second dans son wagon.

Et voilà comment nos gens sont revenus de New York.

Se non è vero, è ben trovato.

Les membres de la Société Philarmonique et Dramatique veulent tirer une seconde édition du succès qui a marqué leur première représentation, il y a quelques semaines, dans la salle de l'Etoile Polaire.

Ils donneront samedi prochain une deuxième représentation.

Le programme est vraiment intéressant. En voici la composition :

1° *Un cœur de Vendéenne*, drame en trois actes et quatre tableaux de MM. Edmond et L. Placide Canonge. Le sujet de ce drame est tiré d'un roman d'Amédée Achard.

2° *L'Histoire d'un Sou*, vaudeville en un acte, de Clairville et L. Thiboust.

Nous avons eu le plaisir de voir, hier soir, M. Cressy, qui dirige habilement la troupe d'artistes-amateurs de la Société Philarmonique et Dramatique. Il nous a informé qu'il avait fait faire un petit théâtre de la rue Amour des améliorations importantes. Nous sommes heureux de lui renouveler ici nos félicitations, et les vœux sincères que la rédaction de l'*Abeille* forme pour le succès d'une entreprise à laquelle la population franco-américaine doit le concours de ses sympathies.

Avant-hier soir, à huit heures et demie, un coup de pistolet a été tiré dans le Marché-Bazar ; un seul coup fut donné, un autre coup de pistolet a été tiré, rue des Remparts, près la rue des Ursulines.

On ignore quel est l'auteur de ce fait.

Ainsi s'exprime le *Picayune* du soir.

Nous ajouterons un mot : c'est un fou ou un criminel. Qu'il soit l'un ou l'autre, il doit être empêché de nuire à autrui. Il est inadmissible qu'on ne l'ait pas arrêté et mis en lieu sûr.

DÉPÊCHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Nouvelles Diverses.

Paris, 18—Rouvenel, ministre des affaires étrangères, donne aux amis de M. About l'assurance qu'il a un grand espoir que l'intervention énergique du gouvernement aura pour résultat en mise en liberté.

Gambetta a fait une déclaration relative à la capitulation de Metz. Il a été interrogé par le général Rivière.

M. Evarte est arrivé de Genève et M. Davis est attendu pour demain.

Condamnation de prêtre.

Les sentences de sept des dix communistes, condamnés à mort pour l'assassinat des otages, ont été commuées en un emprisonnement perpétuel. Les autres trois seront exécutés.

Exécution.

Paris, 18—Latlier, Desshamps et Derville, les trois communistes condamnés à mort pour avoir assassiné les otages, et auxquels on avait refusé une commutation de peine, ont été fusillés ce matin à Satory.

Plateforme Intransactionnelle.

Londres, 18—Une réunion d'internationaux ici, a adopté une plateforme en faveur du suffrage universel, par bulletin secret, pour les places législatives et ministérielles, éducation forcée en commun et gratuite, dissolution des armées sur pied, abolition des taxes indirectes et substitution d'une taxe progressive et suppression de l'usure.

Nouvelles Lettres du Dr. Livingstone.

Bombay, 17 sept., 4:30 du soir, par Londres, 18 sept.—Des lettres du Dr. Livingstone, à la date du 3 juillet 1872, ont été reçues à Zanzibar.

Le docteur était encore à Unyanyembe. Il se portait bien et attendait l'arrivée de la seconde expédition de Stanley.

Nouveaux Mouvements Carlistes en Espagne.

Madrid, 18 sept — *Le Journal Inspirit* dit que les généraux Castañeiras et Tridal se réunissent bientôt à Bayonne, France, pour compléter les arrangements relatifs à un nouveau mouvement carliste en Espagne. Don Ramon Cabrera refuse d'y participer. Le général Tridal a marié secondly, jadis au Mexique.

Madrid, 18 sept — Figarol, candidat ministériel, a été élu président du Sénat. Les vice-présidents et secrétaires qui ont été élus, sont aussi du parti ministériel.

About traduit devant une Cour Martiale Allemande.

Paris, 18 sept — On rapporte qu'Edmond About doit être jugé par une Cour Martiale allemande à Strasbourg, le 25.

Le Choléra en Perse.

Londres, 18—Une dépêche de Teheran rapporte que le choléra sévit avec une grande violence à Schiras. Des milliers de gens meurent chaque jour.

Inscription dans les Campagnes en Angleterre.

Londres, 18 sept—Les nouvelles sont devenus si fréquentes dans les districts agricoles, que les fermiers s'organisent en comités de vigilance, les autorités locales ayant été impuissantes à arrêter le mal.

Précaution contre la Peste des Animaux en France.

Paris, 18 sept—Le capitaine Wells, du steamer des Etats-Unis Shenandoah, a dîné avec le président Thiers, hier, et Havre.

Le gouvernement français a publié des réglements très rigoureux pour empêcher l'introduction de la peste parmi les animaux.

880 communistes condamnés à la déportation se sont embarqués aujourd'hui pour la Nouvelle-Calédonie.

Bruxelles, 18—Le comte Schipis et le Père Hyacinthe sont dans cette ville.

Les Carlistes tirent sur les trains de chemins de fer.

Madrid, 18—Les carlistes ont tiré dernièrement sur plusieurs trains de chemins de fer, entre Saragosse et Barcelonne. Les carlistes sont devenus si déterminés que les conducteurs ont refusé de faire leur service et que les trains sont suspendus entre les deux villes.

L'Excommunication en Allemagne.

Berlin, 18 sept — La correspondance entre l'empereur Guillaume, Bismark et l'évêque d'Ermeland au sujet de l'excommunication est publiée. L'évêque se prononce d'une manière décidée contre l'intervention de l'autorité séculière en matières de religion. Les communications est vif des deux côtés et n'annonce aucune intention de compromettre.

HAVANE.

Réformes dans les douanes cubaines.

Havane, 16—Les mesures prises par Fintendant ont amené la suppression de toute pratique à la douane de la Havane et la contrebande de Cardenas a cessé. Une circulaire de l'intendant nomme de la prison en Espagne tous les employés de toute douane où des fraudes seront découvertes. On pense que le nouvel ordre de choses augmentera le revenu de $17 millions annuellement.

L'intendant a obtenu la consignation des négociants qui ont déposé mercredi Plaquition des [illegible] volontaires. Il y a quelques années nommés pour surveiller [illegible] d'emprunt doit s'acquitter de ce devoir et en affranchir les négociants.

DIVERS.

Emeute au Japon !

San Francisco 18 sept—On a reçu ici un journal qui publie qui avaient été nommés de répondre, pour la mission spéciale de Laura D. Fair.

Nouveaux ouvrages pour les Indiens.

Denver, Colorado, 18 sept—Samedi dernier, sept vieux de Sioux et Cheyennes, qui attaqué une ferme à 70 milles au Nord de Trinidad. Ont tué [illegible] de la famille du propriétaire qui était natif de la ville Lyons. Les troupes ont été mandées immédiatement à la poursuite des sauvages.

Le même jour une autre grande bande a attaqué la ferme de James Hunt, en face dernier et deux avait coupé les gardes de chemin de fer temporaire. Ces gardes ont du mieux qu'ils pouvaient. Des troupes ont été envoyées à leur secours.

Réponse du Président-général Williams à Alex. H. Stephens.

New-York. 18—Une [illegible] de Washington dit [illegible] a répondu à la pétition d'Alex. H. Stephens pour obtenir le pardon de tous [illegible] Lorsque celui-ci [illegible] que la majorité [illegible] ne voulait pas [illegible] ses droits politiques [illegible] qu'après la [illegible] Stephens répondit que [illegible] pardon [illegible] ses droits politiques [illegible] la question politique que le pardon [illegible] mais qui est vivement [illegible].

New-York, 18 sept—[illegible] Fanshaw, Gilbert & Co.

Nous relevons sur les livres du Bureau Central de la police métropolitaine le rapport suivant :

Au Sergentdenant général Rodger :

Le sergent Kelly rapporte que le train de quatre heures de l'après-midi du chemin de fer de Mobile a traversé Pavenue des Champs-Elysées à une vitesse de vingt milles à l'heure, mettant ainsi en danger la vie des passants et celle des animaux attelés aux voitures traversant la rue. Les plaintes des habitants du quartier contre la vitesse furieuse à laquelle nattelant les mécaniciens de cette compagnie sont nombreuses.

E. RAPP,
Capitaine du 32me Precinct.

Ce rapport peut se passer de commentaires.

Dans la nuit de lundi à mardi, un cambriolage a été commis dans la maison de M. Perkuiser, rue des Magasins, 240, et a pris la main sur un grand nombre de pièces d'argenterie. Ces articles sont marqués A. H. P.

DÉPÊCHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Nouvelles Diverses.

Paris, 18—Rouvenel, ministre des affaires étrangères, donne aux amis de M. About l'assurance qu'il a un grand espoir que l'intervention énergique du gouvernement aura p